

Un ex-commandant de guerre à la tête du Kosovo

Ramush Haradinaj est parvenu à un accord de coalition, après trois mois de blocage

Il aura fallu près de trois mois de négociations pour obtenir un accord. Mais l'ancien commandant de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), Ramush Haradinaj, devrait bien devenir dans les prochaines semaines le nouveau premier ministre de ce petit pays des Balkans. Sa coalition regroupant les trois partis héritiers de la guérilla nationaliste albano-phonie, qui a obtenu l'indépendance de cette ancienne région serbe après un conflit armé en 1998-1999, est parvenue lundi 4 septembre à un accord avec la petite Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK) afin de se garantir une majorité au Parlement.

Accusé de crimes de guerre par la Serbie, M. Haradinaj a été innocenté à deux reprises par le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, mais fait toujours l'objet de poursuites par Belgrade. Il a ainsi été arrêté, en janvier, à l'aéroport de Bâle-Mulhouse par la police française, en vertu d'un mandat d'arrêt de la justice serbe, puis brièvement emprisonné, avant que la justice française refuse finalement son extradition en avril, au nom de la stabilité de la région. Cet épisode a renforcé la popularité de ce dauphin de l'actuel président du Kosovo et véritable homme fort du pays, Hashim Thaçi. Cet autre ancien commandant de l'UCK devrait désormais convoquer le Parlement dans les prochains jours.

Lors des législatives du 12 juin, la « coalition des guerriers » d'Haradinaj, telle qu'elle est nommée dans le pays, avait obtenu 33,7 % des voix mais seulement 39 sièges. Bien loin de la majorité de 61 sièges requise pour former un gouvernement. Les deux autres formations les plus importantes du pays, le parti de gauche nationaliste Vetëvendosje (Autodétermination) et la Ligue démocrati-

que du Kosovo (LDK) du premier ministre sortant Isa Mustafa, héritière des indépendantistes « pacifiques », avaient, elles, obtenu 32 et 29 sièges. Mais elles avaient catégoriquement refusé de s'allier avec M. Haradinaj. D'interminables négociations ont alors débuté, sous l'œil inquiet des chancelleries occidentales qui surveillent toujours de près ce pays miné par la corruption et l'instabilité depuis son indépendance en 2008.

Débauchage

Après plusieurs rebondissements, M. Haradinaj a finalement réussi à convaincre l'AAK, un petit allié libéral de la LDK, de le soutenir. Son président, Behgjet Pacolli, binational suisse, patron du conglomérat du bâtiment Mabetex, considéré comme l'homme le plus riche du Kosovo, devrait devenir vice-premier ministre, et son parti obtenir cinq portefeuilles dans le gouvernement. C'était visiblement le prix à payer pour débaucher les quatre députés de l'AAK qui permettront, aux côtés des représentants des minorités, dont ceux de la liste serbe, de former une majorité. « *Le pouvoir dépendant de la Serbie va tuer l'indépendance du pays* », a immédiatement fustigé le leader de Vetëvendosje, Albin Kurti, en assurant que le nouveau gouvernement serait aux mains du président serbe, Aleksandar Vucic.

En juin, celui-ci avait froidement accueilli la victoire de M. Haradinaj, en assurant qu'elle allait créer « *beaucoup de problèmes* ». Mais au cours de l'été, il a semblé changer sa position, assurant même que la Serbie serait prête à faire un « *compromis* » sur la situation de son ancienne région, dont Belgrade ne reconnaît toujours pas l'indépendance. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND